

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

MIGRATIONS

Un vent nouveau

Pour Riace et pour son maire Domenico Lucano, toujours "en exil", les derniers mois n'ont pas été faciles. Les blessures infligées à cette petite communauté par le gouvernement italien de plus en plus ouvertement xénophobe et raciste, bien représenté par son ministre de l'Intérieur, personnage vulgaire et sinistre, auteur d'un décret "sécurité" à la limite de l'inconstitutionnalité, sont profondes et mettront du temps à cicatriser.

Mais le pari que Riace a lancé face à ce monde qui semble oublier le sens de valeurs telles que la solidarité et l'accueil, le pari de continuer à exister et à résister envers et contre tout, commence enfin à se concrétiser. Les solidarités nationales et internationales n'ont pas cessé un instant de se manifester pendant la tempête judiciaire qui s'est abattue sur ce petit bourg de Calabre et son maire, coupables d'avoir montré au monde entier qu'un accueil humain est possible et même souhaitable. Riace représente une brèche ouverte dans les murs de notre forteresse Europe qui nous permet de voir au-delà des mensonges médiatiques qui fomentent la peur de l'autre, l'exclusion et qui dressent des murs de plus en plus inaccessibles, entourés par des mers et des déserts de mort. Dans ce contexte, le message "*restons humains et accueillants*" que Domenico Lucano ne cesse de crier, est un message qui a réussi à franchir toutes les frontières, en interpellant toute la partie du monde qui refuse de se plier à cette barbarie déshumanisante. Continuer à accueillir, en refusant les subventions et les financements d'un Etat raciste, seulement grâce à la solidarité, la reprise

des petites activités artisanales et le développement d'un tourisme "solidaire" sur place, est le défi du maire soutenu, maintenant de façon officielle, par le Comité promoteur de la Fondation "*E' stato il vento*" ("*ce fut le vent*") qui a été présenté lors d'une conférence de presse le 12 janvier dernier à Caulonia, à 7 kilomètres de Riace. Le nom de la Fondation évoque le hasard des éléments qui, 20 ans en arrière, avaient fait échouer un bateau chargé de Kurdes sur les côtes du village, en changeant à jamais son des-

tin. Un petit bourg dépeuplé par l'émigration massive et voué à disparaître, devenu au fil des années le symbole de l'accueil et de l'ouverture.

Comme alors, Riace a encore envie de repartir et de renaître: ainsi l'affirmation, aux côtés de Domenico Lucano, les promoteurs et promotrices du Comité, Gianfranco Schiavone, vice-président de l'association d'études juridiques sur l'immigration, Chiara Sasso, coordinatrice nationale de Recosol (le réseau des communes solidaires), le missionnaire combonien Alex Zanottelli qui a dédié toute sa vie au soutien des plus faibles, une représentante de la coopérative Longo maï et du Forum Civique Européen, présent-es depuis le début dans cette aventure et deux magistrats, Emilio Sirianni et Livio Pepino ainsi que le Président honoraire Giuseppe Lavorato, ex-maire de Rosarno toujours aux côtés de travailleur-euses migrant-es contre l'exploitation opérée par les mafias du territoire et le racisme.

Le but de ce Comité est d'arriver rapidement à la constitution ju-

ridique de la Fondation "*E' stato il vento*" qui pourra collecter les fonds de la solidarité nationale et internationale afin de relancer les activités et les projets dans le village.

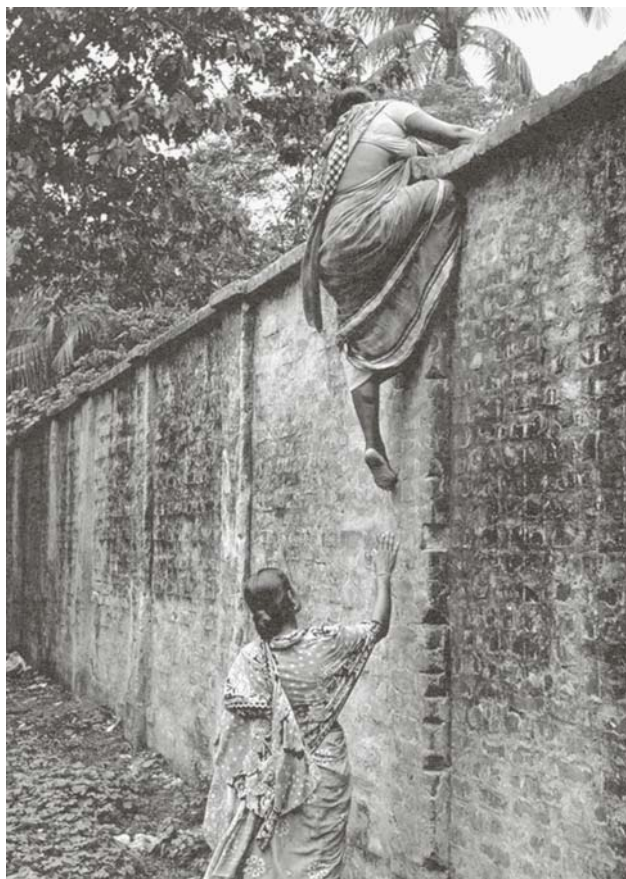
Tout d'abord la réouverture des ateliers: bois, céramique, verre, tissage, chocolat, moulin à huile et autres. Mais aussi la ferme pédagogique, le restaurant et l'accueil touristique. Ceci sans oublier qu'il faudra encore beaucoup de temps et d'argent avant de parvenir à éponger la dette accumulée envers les commerçant-es et les opératrice-s et de réussir à récupérer les crédits bloqués par la bureaucratie. Et sans oublier non plus, dans cette première phase de démarrage, le soutien aux réfugié-es qui ont choisi de rester vivre à Riace, sans plus être bénéficiaires d'aucun programme gouvernemental de soutien.

Le programme est vaste et nul n'a tenté de minimiser les difficultés à venir, mais Riace se remet debout, recommence à ramer à contre-courant et nous espérons que "*ce vent qui fut*" soufflera encore, cette fois-ci pour balayer les relents nauséabonds que l'on respire de plus en plus dans cette Europe qui se bouche le nez, ferme ses fenêtres et ses ports.

Barbara Vecchio
Membre du FCE France

Comme vous l'avez sans doute remarqué, nous offrons régulièrement à nos lecteurs et nos lectrices des articles qui montrent une situation sous des éclairages différents, voire contradictoires. Nous choisissons de parier sur leur intelligence pour se faire leur propre opinion. Seuls les articles signés Forum Civique Européen sont l'écho d'une position commune à l'Association.

La Rédaction



Gael Tutine

BOSNIE-HERZEGOVINE

En marge de Schengen

En essayant de traverser la frontière bosno-croate, les migrant-es sont battu-es par la police croate et renvoyé-es en Bosnie.

Depuis l'été 2018, la situation le long de la frontière s'est aggravée. La Bosnie est un pays pauvre avec un Etat qui apporte très peu d'aide. Les camps de migrant-es sont surpeuplés, les grosses ONG absentes. A Velika Kladuša, ville frontalière de 40.000 habitant-es dans le nord-ouest de la Bosnie, à 100 km environ au sud de Zagreb, résident actuellement plus de 800 personnes venues du Pakistan, de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, en majorité des hommes jeunes

La Croatie est membre de l'Union européenne depuis 2013, elle souhaite intégrer l'espace Schengen et démontrer sa capacité à contrôler les frontières extérieures de l'Europe.

Malgré la fermeture de la route des Balkans et le pacte migratoire avec la Turquie en 2016, il y a toujours autant de monde sur les routes. Ils viennent de Grèce, d'Albanie, du Montenegro et échouent en Serbie et en Bosnie. Pour l'année 2018, jusqu'en novembre, les autorités bosniaques ont enregistré 21.000 arrivées.

En Autriche, deux jeunes femmes d'une ferme collective amie font l'expérience de ce que cela signifie sur le terrain. Mira et Lie sont parties début janvier à Velika Kladuša pour soutenir pendant six semaines les bénévoles et la

population locale qui viennent en aide aux réfugié-es à la frontière bosno-croate.

Mira et Lie, Velika Kladuša

En été 2018, de plus en plus de gens sont arrivés. Ils ne peuvent plus ni avancer ni reculer. SOS Team Kladuša, un groupe de bénévoles indépendants, s'engage sur place depuis mars 2018. Depuis le début, la population locale aide les nouveaux arrivants en situation d'urgence humanitaire. En ce moment la situation empire, pas seulement à cause des températures hivernales, mais aussi à cause de la violence croissante de la police. Ces derniers mois ça a surtout été le cas de la police croate, qui frappe les réfugié-es, casse leurs téléphones, vole leur argent, brûle leurs vêtements et leurs chaussures. C'est ce qu'on appelle les "pushbacks". Depuis quelques jours, il est également question d'agressions de la part de la police bosniaque.

Les réfugié-es appellent cela "le jeu", certain-es ont déjà tenté 20 fois, 30 fois, de passer la frontière. En août 2018, le quotidien britannique *The Guardian* faisait état des *pushbacks* illégaux perpétrés par la police croate. Plusieurs interviews réalisées à Velika Kladuša et Bihac racontent les mêmes scènes de violence. A la mi-novembre il existe pour la première fois du matériel vidéo: un jeune Syrien s'est caché dans la forêt proche de la frontière et a filmé la police croate en train de tabasser brutalement un groupe de migrant-es. La police fait régulièrement usage de barres de fer. Cette vidéo corrobore les rapports des ONG bosniaques. Interrogé par *The Guardian*, le ministre de l'Intérieur croate affirme que "la police respecte toujours la volonté et les droits fondamentaux des migrant-es". La violence viendrait donc des migrant-es elleux-mêmes...

Le camp Miral

Six cents personnes sont actuellement hébergées dans l'usine désaffectée du Miral, à une cinquantaine de minutes de marche de Velika Kladuša. Ce camp financé par la Commission européenne a été installé fin

novembre 2018 et est géré par l'Organisation internationale pour les migrations (OMI). Dans de grands halls de béton, des lits sont alignés en rangs serrés.

Mira et Lie: *Les gens qui sont hébergés là-bas parlent de conditions insupportables. Il y a énormément de conflits, pas une once de sphère privée, pas assez de nourriture et beaucoup trop peu de douches. Il n'y aurait que 70 litres d'eau chaude disponible par jour pour 600 personnes. En ce moment, une épidémie de gale se répand, qui ne peut être endiguée dans ces conditions d'hygiène déplorables. Les gens n'ont même pas la possibilité de nettoyer leurs vêtements.*

Pour Médecins sans frontières c'est une "situation humanitaire intolérable". Des conditions similaires règnent dans d'autres camps de l'OIM en Bosnie et en Serbie. A Bihac, une ville frontalière située au sud de Velika Kladuša, plus de 2000 réfugié-es vivent dans un ancien entrepôt. Les camps sont clôturés, souvent avec des fils barbelés de l'Otan, et sont sous surveillance. Les autorisations de sortie sont données de manière très restrictive. Quiconque rentre trop tard perd sa place pour dormir. Toutes celles et ceux pour qui il n'y a pas de place dans ces abris surpeuplés vivent dans la rue, dans des tentes improvisées avec des bâches en plastique ou bien dans des bâtiments désaffectés, sous la neige et avec des températures qui descendent en dessous de zéro.

Les déficits à combler ici sont énormes. Le petit groupe de bénévoles de SOS Team Kladuša avec lequel nous travaillons a fourni un travail incroyable ces derniers mois. Les tâches sont nombreuses. Des vétérans de la guerre cuisinent et servent des repas dans un ancien restaurant depuis 2018: tous les jours un repas gratuit pour 400 personnes. A l'étage inférieur du restaurant, il y a un magasin gratuit depuis deux mois, dans lequel environ 70 personnes par jour reçoivent gratuitement des vêtements et des chaussures. Pour l'instant nous travaillons essentiellement dans ce magasin gratuit. Nous avons mis en place un système d'inscription et de points, pour éviter d'être à cours de vêtements trop rapidement. En dehors du système de points, chacun-e en hiver reçoit des sous-vêtements thermiques et des chaussettes que nous achetons avec l'argent des dons. Entre les horaires d'ouverture, il y a aussi du temps pour les urgences, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas encore enregistrées.

Depuis l'été dernier, SOS Team Kladuša offre également des soins de premiers secours dans un café désaffecté. Transportées grâce à une petite ambulance, environ 60 personnes y sont soignées chaque jour. SOS Team Kladuša finance ses activités avec des dons de personnes privées, d'organisations et d'associations ainsi que des dons en nature. L'ONG NoNameKitchen, NNK, originaire de Belgrade, a mis en place des centres d'écoute pour les réfugié-es en Serbie, Bosnie et en Italie. Elle documente la violence policière et rend pu-



Bogomolov Gleb, Cible, 1986

Archipel

**Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen**

Février 2019 - No 278
Prix du N°: 4 euros/7FrS
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS
Commission paritaire N° AS 75136
ISSN 1247-8490
Directrices de Publication:
Joëlle Meunier, Constanze Warta
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich

Forum Civique Européen
Association loi de 1901
www.forumcivique.org

France:
St Hippolyte, F-04300 Limans
Tél.: 33 (0)4 92 73 05 98
fce_archipel@orange.fr

Suisse:
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle
Tél.: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Autriche:
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla
Tél.: 43 (0)42 38/87 05
austria@civic-forum.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél.: 49 (0) 39959 23881
ulenkru@t-online.de

Ukraine:
vul. Borkanyuka 95
UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia
ua@forumcivique.org

bliques ces informations sur son site. A Velika Kladuša, elle a mis à disposition des migrant·es des conteneurs sanitaires, des vêtements ainsi que du bois de chauffage. Depuis peu la police lui a interdit ces activités humanitaires dans la ville, vraisemblablement en raison du caractère critique de l'information qu'elle diffuse.

C'est la réalité aux portes de la forteresse Europe, le quotidien de la route des Balkans que le chan-

celier autrichien et son partenaire de coalition d'extrême droite sont si fiers d'avoir réussi à fermer. Nous joignons ici la lettre que des défenseur·euses des droits humains en Bosnie adressent aux citoyen·nes européen·nes.

Heike Schiebeck
membre du FCE Autriche

Rapport de Mira et Lie à lire sur:
<schwalbe.noblogs.org>
Sources: The Guardian, 13.8.2018. et
14.11.2018, <www.borderviolence.eu>

HAUT-PARLEUR

Lettre de la "périphérie" aux citoyen·nes de l'UE

La politique des frontières nous entraîne vers le fascisme. Nous, défenseur·euses des droits humains et citoyen·nes de pays relégués à la "périphérie" de l'Union européenne et de l'espace Schengen, voulons exprimer notre profonde inquiétude face à la situation présente qui voit la montée du fascisme et la détérioration des droits humains les plus élémentaires, tels que la liberté de mouvement et le droit d'asile.

L'indulgence et la complaisance vis-à-vis de la montée de l'extrême droite dans les pays européens entraînent une dégradation des conditions de vie des personnes en mouvement et mettent de plus en plus leur vies en danger. Les valeurs fondamentales dont l'UE s'affirme porteuse, c'est-à-dire le respect de la dignité humaine et des droits humains, la liberté, la démocratie et l'égalité devant la loi sont remises en question depuis plusieurs années.

Nos gouvernements actuels, en périphérie de l'UE, sont censés agir en accord avec la loi émise par Bruxelles. Nous ne voulons pas justifier l'inaction des institutions, les violations des droits et les violences commises sur les personnes en mouvement dans nos pays, nous utilisons donc tous les moyens légaux possibles pour combattre leurs (in)actions. (...)

Nous saisissons l'opportunité de cette nouvelle année qui commence pour appeler les citoyen·nes de tous les Etats membres, ainsi que ceux des pays qui souhaitent devenir membre un jour, à revenir aux valeurs fondamentales de l'Union européenne, à insister sur celles-ci et à les promouvoir dans leurs pays respectifs.

Nous appelons les citoyen·nes de l'UE à se lever et à opposer une résistance plus forte que les frontières érigées par les gouvernements. Nous appelons les citoyen·nes de l'UE à s'opposer à

la violence faite aux migrant·es, et à se lever contre tous ceux, officiels, individus ou groupes, qui s'obstinent à vouloir violer les droits fondamentaux auxquels tout être humain, d'où qu'il vienne, peut prétendre. Aujourd'hui, cette violence s'abat sur des gens qui rêvent d'une vie meilleure dans l'UE, demain elle s'abattra sur des citoyen·nes des pays membres, leurs ami·es et leurs proches, sur la base de nouveaux critères de discrimination.

Nous voulons vous alerter, ayant eu le triste privilège d'avoir nous-mêmes vécu la guerre, mais aussi les difficultés d'après-guerre, que c'est exactement le genre de politique menée actuellement par la bureaucratie de l'UE qui a conduit à l'époque à la dissolution de la République fédérale socialiste de Yougoslavie et aux guerres qui ont suivi. Cette politique est le terreau de l'exploitation des pauvres et des traumatisé·es, de la déshumanisation des victimes de la guerre et de la montée des profiteurs de guerre. Dans les Balkans des années 1990, la population a souvent été obligée de compter sur des criminels pour lui fournir les biens de première nécessité, les gouvernements et les agences de l'ONU ayant échoué dans cette tâche, même celle de fournir de la nourriture, un abri ou un passage sécurisé dans les territoires occupés.

Lorsqu'il n'y a pas de moyen légal de pénétrer dans l'UE ou de

demander une protection internationale aux frontières, cela fait l'affaire des passeurs et des profiteurs qui prospèrent à nouveau, pendant que ceux qui revendiquent leurs droits sont ignoré·es, abusé·es, voire criminalisé·es.

Nous voulons vous avertir que l'humanité est de nouveau à l'orée de la destruction. Des gens sont battus, torturés, victimes de sévices sexuels, insultés et humiliés. Selon des rapports indépendants et de nombreux témoignages de terrain, tout cela émane des régimes répressifs, gardes-frontières et police, des Etats membres. Les appels à la violence, sans regard pour les droits humains, contre certains groupes de personnes, dans le cadre d'une démocratie participative telle que nous la connaissons aujourd'hui, font le lit du fascisme.

Pour ces raisons, nous appelons les citoyen·nes de l'Union européenne à montrer un courage politique et une solidarité avec les migrant·es et à demander à leur gouvernement de revenir sur leurs positions actuelles de fermeture des frontières, et notamment sur les contrats passés avec des pays hors UE pour renforcer leurs régimes frontaliers. Ces contrats vont à l'encontre des principes démocratiques. Ils légitiment l'instauration de régimes autoritaires à la périphérie de l'Europe et plus loin. La pression doit venir de votre présence dans la rue, d'engagements juridiques, de pétitions, et de toute action que vous mettrez en œuvre pour changer le statu quo. Le changement viendra de la solidarité plutôt que de la charité.

Si ceux qui prennent actuellement les décisions dans les capitales européennes ne reconsidèrent pas leurs politiques, l'histoire se

souviendra d'elleux comme des coupables, illes seront tenu·es responsables de l'effondrement des droits, des valeurs et de la dignité humaine.

Nous entamons l'année 2019 avec le calendrier des élections parlementaires européennes pour le mois de mai. Il y a une petite fenêtre qui s'ouvre pour agir et essayer de redresser le navire qui coule. Personne ne fera ce changement pour nous. En tant que citoyen·nes de l'UE nous devons prendre nos responsabilités civiques et demander un changement là où c'est important. (...) Quand les gouvernements échouent, les citoyen·nes doivent agir.

L'Europe se souvient douloureusement du fascisme, mais elle connaît également la force de l'inclusion et de la solidarité.

Rappelons à nos élu·es que le respect des droits humains, la liberté et la démocratie sont ce qu'il y a de plus urgent aujourd'hui. Il y a beaucoup de manières de demander la protection pour ceux qui souffrent du non-respect des droits humains. Que ce soit par l'action directe ou les protestations pacifiques, ciblées, la pression doit être constante, massive et suffisamment large pour réussir. C'est pourquoi chaque voix et chaque action comptent.

Les citoyen·nes européen·nes ne peuvent pas rester silencieux, comme de nombreuses fois par le passé.

Le 4 janvier*
Camp de Salakovac, Mostar
Bosnie-Herzégovine

* Cet appel est disponible sur le site du collectif de bénévoles AYS (Are you Syrious?), qui coordonne les différentes actions de soutien dans les Balkans.
<https://medium.com/are-you-syrious>

POLOGNE

La ville "Rouge-Blanche"

Premier chapitre d'une série sur les luttes politiques en Pologne, nous donnons ici la parole à deux personnes qui ont été impliquées dans l'organisation de la traditionnelle manifestation antifasciste pendant des années. Cette dernière a atteint, cette année, un nombre record de 4000 participant·es – ce qui est malheureusement encore loin de défier les centaines de milliers de nationalistes.

Une réflexion plus approfondie est nécessaire pour retrouver l'espoir d'un avenir meilleur. D'autres rapports sur nos rencontres avec des résistant·es et d'autres personnes de la société civile polonaise suivront. Nous sommes le 11 novembre 2018. Au petit matin déjà,

Varsovie sombre dans une mer de drapeaux. De partout, les gens affluent vers la rue Aleje Jerozolimskie, située dans le centre-ville. Certains répondent à l'appel du gouvernement national-conservateur¹, d'autres à des groupes radicaux de droite². Pour des raisons de sécu-

rité, Hanna Beata Gronkiewicz-Waltz, maire de Varsovie, avait annoncé quelques jours auparavant l'interdiction de la marche nationaliste. Avant même que le tribunal ait pu se prononcer, le président Duda, du parti PIS (Droit et Justice) avait annoncé sa propre "Marche rouge et blanche". Celle-ci devait initialement avoir lieu en même temps que la marche interdite.

Comme le tribunal a finalement décidé que la marche pour l'indépendance était soumise à la liberté de réunion, l'interdiction a été supprimée, et le gouvernement a entamé des négociations avec les groupes d'extrême droite. Une "marche commune" a donc eu lieu. Sans symbole fasciste et "seulement" sous le drapeau national rouge et blanc, les images de presse ne devant pas être perturbées par des banderoles telles que "*L'Europe sera blanche ou dépeuplée*", vues notamment en 2017.

Le bloc gouvernemental est en tête de cortège et, à près d'une centaine de mètres de distance, séparée par des militaires, la masse suit. Jusqu'en début de soirée, des participant-es sont encore sur la place de départ brumeuse, beaucoup sont alcoolisés et posent avec des feux de Bengale. En effet, le nombre de participant-es est tel que tout le monde n'a pas pu partir. Des pétards ont été tirés et l'atmosphère ressemble à celle d'un bloc de hooligans de droite – pas seulement pour les écharpes de football rouges et blanches portées par la plupart des jeunes hommes.

Inauguration du Monument Lech Kaczyński

Dès la veille, la ville s'était préparée pour la marche à venir. Des grillages avaient été installés et il y avait sur la place du "Stare Miasto", le nouveau centre historique de la ville, une exposition gratuite de chars. Les enfants pouvaient tenir des fusils et les femmes, touristes et polonaises, poser aux côtés de militaires devant l'un des dix chars. Pour couronner le "spectacle", un mémorial a été inauguré à une heure tardive en l'honneur de l'ancien président Lech Kaczyński, mort dans un accident d'avion à Smolensk en 2010. Des milliers de personnes ont afflué sur la place Piłsudski où une procession a clôturé le spectacle. "*Le culte autour de Lech Kaczyński est énorme*", nous racontent nos amies. "*Son frère est le chef du parti, Duda le président. Mais beaucoup appellent ce dernier 'crayon'. Il suit les ordres. C'est Kaczyński qui est réellement au pouvoir.*"

De retour de la manifestation et quelque peu assommés par cette sombre réalité, nous interrogeons deux membres de la coalition antifasciste, Janosh et Tadek, organi-

sateurs de la contre-manifestation. Entre amertume et espoir, ils nous livrent leurs analyses et résolutions.

La coalition antifasciste

Janosh: La coalition antifasciste a été créée vers 2010.

Tadek: C'est un ensemble de groupes formels ou informels qui sont de la gauche plutôt élargie: syndicats, groupes féministes, antifascistes, anarchistes et autres groupes informels. Nous coopérons avec toutes celles et ceux qui partagent nos objectifs et nos points de vue mais il n'y a aucun acteur d'Etat, d'organisation étatique ou parti politique.

En réalité, les anarchistes ont joué le rôle le plus important les dernières années dans cette coalition et ce sont eux les plus actifs. Mais cette coalition reflète notre vision de l'antifascisme. Le fascisme est l'oppression de plusieurs "minorités": genre, classe, race... C'est pour cela que nous pensons que la résistance doit s'organiser avec les différents groupes qui sont opprimés.

Oppression des minorités

Janosh: J'ai un ami anglais qui m'a rendu visite il y a quelques années. C'était un jour tout à fait normal pour Varsovie et il m'a dit qu'il n'avait jamais vu un endroit aussi blanc. Au quotidien, il y a vraiment très très peu de gens de couleur dans les rues. Il est très dangereux pour des gens ciblés par les nationalistes d'être dans la rue durant les jours entourant la manifestation du 11 novembre.

Tadek: Je voudrais aussi ajouter que beaucoup de migrant-es en Pologne viennent de l'aire post-soviétique, ce sont donc des slaves plutôt de couleur blanche. Il y a une grande participation à nos activités de gens de la Biélorussie, de la Russie et de l'Ukraine.

Janosh: Depuis quelques années, il y a de plus en plus d'événements autour de la scène queer³ ou LGBT⁴ qui se passent en Pologne et pas seulement à Varsovie. Une marche de l'égalité a eu lieu à Lublin. Les parades de l'égalité à Varsovie rassemblent quelques 20.000 personnes.

Tadek: Mais d'un autre côté, il y a aussi eu des attaques envers des personnes de la communauté queer. Les nationalistes ont perturbé et voulu arrêter des événements qui ont été organisés. La communauté juive a également été ciblée; il y a eu des attaques de centres juifs et de synagogues. Pour ce qui concerne les minorités biélorusse et ukrainienne, les nationalistes sont en train de créer un climat de haine à l'est de la Pologne où ces minorités sont implantées. Par exemple, ils organisent des marches et des cé-

lébrations prônant la purification idéologique d'après-guerre des anticomunistes.

Les partis fascistes et le PIS

Janosh: Il y a une réelle croissance du nationalisme qui ne s'exprime pas seulement par le parti au pouvoir PIS. Le gouvernement et les nationalistes sont main dans la main. C'est comparable à la situation en Hongrie où il y a un parti d'extrême droite et un parti fasciste. Les deux mouvements ont besoin de s'assimiler l'un à l'autre et ont une espèce d'idylle. Bien sûr, il y a des tensions car le parti au pouvoir ne veut pas d'une compétition à son extrême droite. Mais à différents niveaux, on voit une présence très forte de l'ordre du jour nationaliste au niveau des attaques physiques sur les minorités, des attaques légales et politiques.

Tadek: Le gouvernement actuel aimerait montrer qu'il garde le contrôle, mais en réalité nous avons l'impression que sa seule envie est de laisser les fascistes et nationalistes prendre le pouvoir. Les médias nationaux répandent également la propagande nationaliste.

Janosh: Toute la propagande, tous les discours du gouvernement actuel ont aidé à créer ce monstre. Mais maintenant c'est aussi un problème pour eux car ils se veulent le chantre de l'unité nationale. Le gouvernement aurait souhaité voir seulement des drapeaux ou des symboles rouges et blancs pour faire joli, mais finalement, les fascistes ont défilé avec leurs propres symboles, leurs drapeaux et ont eu la main sur le gouvernement. C'est comme Frankenstein, ils ont assemblé les morceaux et maintenant le monstre est vivant et incontrôlable.

La lutte antifasciste

Tadek: En ce qui concerne la lutte antifasciste, c'est évidemment plus important puisque le fascisme progresse. Une lueur d'espoir dans tout cela est que j'ai l'impression que, petit à petit, les médias libéraux commencent à prendre vraiment acte de notre présence et de nos luttes. Nous devenons un acteur avec qui on peut discuter et faire les choses en commun. En Pologne, il y a de plus en plus de gens qui apprennent lentement mais sûrement ce que veut dire être antifasciste. Je pense que la perspective antifasciste est nécessaire aujourd'hui car les libéraux pensent qu'ils peuvent gagner face aux droites populistes en défendant les régimes néolibéraux précédents. Nous pensons que cela n'est pas possible, qu'il faut répondre à la peur des gens et non pas revenir en arrière.

Janosh: Je pense que ce qui s'est passé le 11 novembre illustre bien cela. Nous avons fait notre marche

antifasciste, mais ce qui a été le plus couvert par les médias est une action de désobéissance civile d'un groupe libéral. Ce groupe a comme stratégie de rester à côté de la marche fasciste avec une grande banderole sur laquelle est inscrit "constitution". Cela veut dire que le discours libéral est de revenir à l'Etat de droit car la constitution existe et qu'elle doit être appliquée. Alors que notre marche a été fondée par onze groupes qui n'ont toujours pas de reconnaissance légale dans ce pays. Il s'agissait le 11 novembre du centenaire de l'indépendance et ces onze groupes ne sont toujours pas reconnus: les LGBT, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les femmes, les minorités religieuses, les sans-abris, les ouvrier-es et d'autres minorités.

Perspectives antifascistes

Janosh: C'est un vrai défi. Tout dépendra de la vitesse à laquelle une partie de la société polonaise libérale réalisera qu'il est urgent qu'elle réagisse, qu'elle arrête de demander au gouvernement de faire quelque chose pour se lever du canapé. La classe politique libérale était tellement aveugle qu'elle a établi un jour férié pour ces journées de commémoration d'extrême droite. Cela peut sembler étrange qu'en tant qu'anarchiste on parle d'espoir en parlant de Parti libéral mais il ne s'agit pas du parti. Leurs actions montrent le discours dominant et l'aveuglement des journalistes et de très nombreuses personnes. Le problème est que le nationalisme est devenu tel que l'on doit réagir immédiatement. On doit s'organiser toutes ensemble, entre toutes les personnes qui ne sont pas nationalistes, qui ne sont pas racistes et avec qui on partage des bases minimales. Quand on se sera organisé ensemble, on devra travailler à les amener de plus en plus vers la gauche. Cela doit arriver. On doit organiser les masses pour une résistance efficace. Selon moi, seule une résistance populaire et de masse peut contrer le fascisme, pas un mouvement venant des partis.

Tadek: Je pense que notre manifestation est restée trop petite. Mais je comprends aussi que les conditions étaient très difficiles. La gauche dans ce pays est très faible et très minoritaire en général. Les médias sont de droite, d'extrême droite ou ouvertement fascistes. Toutes les conditions sont réunies pour un intense bourrage de crâne. Quoi que l'on dise, nous devons recommencer depuis le tout début. En gros, c'est un peu comme faire pousser des légumes dans un désert. Tu es content de la moindre fleur que tu arrives à faire pousser.

Janosh: Il est important de comprendre ce que l'on tente d'obtenir



Christoph Draeger, *Catastrophy No 2*

avec cette marche antifasciste. Dans cette atmosphère de peur et de montée du fascisme, nous voulons créer une communauté pour donner du courage et un sentiment d'appartenance aux gens et en fait créer le mouvement antifasciste, d'attirer ces personnes dans notre orbite, de les faire bouger un peu vers la gauche et de les organiser. Si on regarde de ce point de vue-là, je pense que la manifestation de cette année était un succès, il y avait au moins autant de personnes que l'an dernier. Avec la forme de manifestation que nous avons, je pense que les gens qui sont venus à cette fête dans la rue sont partis avec plus d'espoir et plus de joie, c'est ce qui est très important en cette journée sombre où de nombreuses personnes ont peur de quitter leur maison.

Importance des soutiens internationaux

Janosh: En ce qui concerne la victimisation du peuple polonais, comme l'utilise le gouvernement, il n'y a rien d'autre à faire que d'inviter des gens de tous les pays, de montrer qu'ils sont là, de montrer que la coalition antifasciste est internationaliste, de le montrer jusqu'à ce qu'ils l'acceptent.

Tadek: Bien sûr, le gouvernement et les médias utilisent ces images des antifas allemands qui viennent pour agresser les polonais. Notre première réponse est que nous ne sommes pas nationalistes donc nous n'avons rien à faire des frontières. De toute manière, quand tu résistes en Pologne, s'ils ne te traitent pas d'Allemand, ils te traitent de Russe, et si ce n'est pas de Russe, c'est de Juif, et si ce n'est pas de Juif, c'est d'Arabe.

Nous, nous nous en fichons, nous disons qu'ils n'ont qu'à s'habituer. C'est une réelle hypocrisie de la part des fascistes car ils vivent aussi tout le temps les mouvements fascistes de toute l'Europe: Forza Nuova d'Italie, Jobik de Hongrie, des néonazis de Russie et d'Ukraine, le Front National de France. De plus, quand ils se sont rencontrés

à l'intérieur de la marche ils se sont battus à propos du Donbass. Nous, quand nous invitons nos camarades, nous sommes cohérents et solidaires.

Janosh: Nous avons besoin de soutien international mais il faut savoir qu'en Pologne, les choses fonctionnent différemment qu'en Allemagne ou en France. Il faut faire très attention et se coordonner avec les personnes sur place. Nous pensons que la solidarité internationale est notre plus grand espoir parce que la gauche est faible dans ce pays et nous sommes très peu nombreux. Toute aide est bienvenue. Une des choses dont il faut se souvenir est la disproportion à l'intérieur de l'Europe. En France, un serveur a plus de pourboire qu'un serveur a de salaire en Pologne. Tout apport matériel de pays plus riche est très important pour nous. Certaines personnes nous ont demandé pourquoi nous n'avions pas fait plus depuis des années. La réalité est qu'il y a très peu de personnes qui se bougent, s'organisent et travaillent très dur pour organiser ces manifestations antifascistes. Je dis cela car il est possible que des gens à Paris, Berlin ou Athènes ne comprennent pas pourquoi nous étions si peu nombreux.

Max et Hannah.
Membre du FCE France

1. En octobre 2015, le parti conservateur et eurosceptique PiS (Droit et Justice) a été élu à la majorité absolue. Ce gouvernement devient de plus en plus autoritaire et réduit les droits fondamentaux. Voir Archipel N° 258 "Des lois qui rendent possible un arbitraire total".

2. Entre autres, des groupes comme Młodzież Wszechpolska (Jeunesse polonaise) et Oboz Narodowo-Radykalny (Camp radical national). Après la manifestation et en vue des élections européennes, plusieurs mouvements ont constitué la Fédération pour la République qui devrait vraisemblablement rassembler des parlementaires autrefois membres de Kukiz'15

(mouvement "anti-système"), mais également des cadres issus de l'ONR (Camp national radical), du Mouvement national (*Ruch Narodowy*) et de la Jeunesse de toute la Pologne (*MBodziel Wszechpolska*). Son but étant de battre le PiS, jugé pro-européen et trop modéré.

3. Terme regroupant les identités sexuelles et de genres non-hétéronormées, autrement dit non conventionnelles.

4. Acronyme pour Lesbiennes, Gays, Bi ou Trans.

ETATS-UNIS

Dissidence pour le climat

Fracturation hydraulique plutôt que protection du climat – dans le domaine environnemental, la Californie se présente comme l'antithèse de Trump, tout en continuant d'investir dans des sources d'énergie fossile.

Alors que le 1^{er} juin 2017, le président américain Donald Trump annonçait la sortie des Etats-Unis des accords de Paris sur le climat, un certain nombre d'Etats et de métropoles américains, sans le soutien de la Maison Blanche, ont promis de réduire leurs émissions et de conserver les accords. Parmi eux, l'Etat de Californie, le plus important en termes de population et d'économie joue un rôle de premier plan. La Californie projette de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% du niveau de 1990 jusqu'en 2030. Le gouverneur Brown a signé récemment un ordre exécutif qui se donne pour objectif la neutralité de l'Etat concernant le CO₂ jusqu'en 2045. Tout cela n'est pas insignifiant. Si la Californie était une nation indépendante, son économie serait globalement en cinquième position, entre l'Allemagne et l'Angleterre. En même temps, du fait de la proximité des côtes de ses grandes villes, la Californie est particulièrement touchée par le changement climatique. La sécheresse due au climat et les feux de forêt font des ravages. Cependant, il est plus que douteux que les objectifs climatiques de Brown puissent être atteints avec la politique actuelle.

La population californienne a déjà pris conscience collectivement du changement climatique. Parmi les décideurs politiques, même dans les rangs des républicains, presque personne ne met en doute l'influence des choix économiques sur le climat.

Des positions contradictoires

Lors du sommet "Global climate action" à San Francisco, et en compagnie de Michael Bloomberg, Jerry Brown a présenté récemment, sous le titre "America Pledge Initiative", un plan censé réduire les émissions de CO₂ des Etats-Unis d'ici 2025 de 24% en-dessous de la valeur de 2005, afin de respecter les accords de Paris, et cela même sans l'aide de la Maison blanche. L'initiative se nomme "*Nous sommes toujours là*". Plus de 3000 villes, entreprises, universités et divers Etats ont adhéré à "America Pledge Initiative".

Les émissions de CO₂ des Etats-Unis ont atteint en 2017 le niveau le plus bas depuis 25 ans, ce qui s'explique par la fermeture les dernières six années de plus de la moitié des centrales à charbon ou par l'annonce de leur fermeture. Mais tout

cela, selon de nombreux scientifiques et activistes, est loin de suffire car, avec Trump, la menace d'un recul violent de la situation est toujours présente.

Même si Brown se présente comme un "climate leader", la Californie, en comparaison avec les autres Etats, est toujours en troisième position pour la production de pétrole et de gaz. Sous le mandat de Jerry Brown, la fracturation hydraulique a été grandement intensifiée. Durant cette période, il a donné plus de 20.000 nouvelles autorisations pour la production de gaz de schiste et de pétrole. Tandis que Andrew Cuomo, gouverneur de l'Etat de New York sur la côte Est, édictait des règles relativement rigides concernant la fracturation hydraulique, Jerry Brown se comportait d'une manière très amicale envers l'industrie du *fracking*, présentée souvent comme une technologie de transition, sans être plus néfaste que l'extraction du pétrole ou du charbon. Dans une ville comme Boston, 5 à 10% du gaz est perdu dans le transport par les pipelines. Dans une étude sur la fracturation dans l'Etat d'Utah, il a été prouvé qu'en tout 17% de ce gaz se dissout dans l'atmosphère. Ce processus laisse échapper du méthane, qui est grandement plus nocif pour le climat que le CO₂. Quand on additionne toutes ces données, on arrive à la conclusion que la fracturation pour obtenir du gaz de schiste est bien plus nocive que brûler du charbon.

De plus, et comme l'Union européenne, la Californie fait partie du très controversé Cap and Trade-System, c'est-à-dire du commerce des droits d'émission. Le Cap définit le plafond et calcule la quantité annuelle de CO₂ pour un objectif climatique déterminé. Ensuite, les droits de polluer au CO₂ sont vendus et achetés comme une marchandise et sont même cotés en bourse. Ces mécanismes mercantiles de lutte contre le réchauffement climatique sont fortement critiqués. Selon Kathleen McAfee, professeure pour les relations internationales à l'université d'Etat de San Francisco, le prix pour les droits à l'émission de CO₂ restent beaucoup trop bas pour pouvoir influencer véritablement l'attitude de l'industrie. De plus, certaines branches nocives de l'industrie ont reçu pendant longtemps des certificats gratuits pour polluer, afin de prévenir une délo-

calisation. Kathleen McAfee conseille d'abandonner le commerce des émissions de certificats. Elle met aussi en garde: "Le premier et le plus urgent des pas serait d'interdire la fracturation dans des zones d'habitation dans lesquelles des groupes de population souffrent d'une importante pollution de l'air. Ensuite, nous avons le besoin immédiat d'un agenda politique fort, qui comporte les réserves d'énergie fossile existantes, présentes dans nos sols et sous la mer. Nous devons nous assurer qu'elles ne seront jamais extraites du sol et brûlées".

La campagne Divest

Un thème central du mouvement pour le climat aux Etats-Unis est défini entre autres par les campagnes *Divest*. Des universités, des paroisses, des musées, des mairies, des collectivités locales et de nombreuses autres institutions ne devraient plus investir dans les secteurs d'énergie fossile pour leurs futures installations. Aujourd'hui, environ 1000 institutions dans le monde entier se sont déjà prononcées dans ce sens. C'est ainsi que six milliards de dollars d'investissements ont été retirés du secteur fossile; une contribution qui dépasse le Produit Intérieur Brut annuel de la République allemande. Mais malgré tous ces succès, des sommes énormes d'argent public continuent à affluer dans le secteur de l'énergie fossile. Selon les calculs de l'Agence Internationale de l'Energie, au niveau mondial, les différents gouvernements donnent 500 milliards de dollars par an pour baisser artificiellement le prix du pétrole, du charbon et du gaz ou aider l'industrie fossile. Andrew Behar, de l'ONG "As you sow" affirme que les compagnies pétrolières continuent à ne pas payer pour les dommages massifs impactant la santé et les dérèglements climatiques qu'elles provoquent. Leurs profits ne sont pas touchés. Quand, l'an dernier, l'ouragan Harvey a détruit la raffinerie de Port Arthur au Texas, l'Etat est allé jusqu'à payer la reconstruction de leurs infrastructures. Les assurances n'avaient pas les moyens de déboursier une telle somme.

Mode de vie impérial et équité climatique

Selon les informations de la mairesse de San Francisco, London Breed, les émissions de gaz à effet de serre de la ville ont diminué de 30% par rapport à 1990, tandis que dans la même période la croissance économique augmentait de 111%. Les déchets ont été réduits de moitié, alors que le nombre des habitant·es progressait de 20%. Selon Breed, "nous savons qu'il est possible de relier une politique de

l'environnement avec une économie prospère". Mais, en l'occurrence, l'externalisation, c'est-à-dire la délocalisation des coûts pour l'environnement, sont systématiquement occultés. Car une grande ville comme San Francisco consomme des quantités énormes de denrées alimentaires, de textiles, de composants électroniques, de voitures et d'innombrables autres biens de consommation. Le haut niveau de consommation, souvent décrit comme le mode de vie impérial, engendre l'exploitation effrénée de ressources et l'exploitation de la force de travail dans d'autres parties du monde. Il y a une relation causale entre le développement du capitalisme et l'augmentation des émissions de CO₂. Même "Green growth" n'apportera pas de solution.

Le mode de vie impérial des classes moyennes et supérieures est également porteur du fait que tout le monde n'est pas également touché par le réchauffement climatique. En règle générale, ceux qui en souffrent le plus sont ceux qui y ont le moins contribué. Ceci concerne les gens du sud de la planète mais aussi les pauvres des pays industrialisés. Selon Eloise Gomez Reyes, députée de la chambre basse en Californie et représentante de San Bernardino, un district de faibles revenus, dans un rayon de 100 km à l'est de Los Angeles: "Notre communauté est traversée par les poids lourds. Nous sommes le corridor de transport le plus important de la région. Même si nous reconnaissons que ce secteur fournit un grand nombre d'emplois, nous voulons aussi un air propre. C'est pourquoi nous devons absolument travailler pour une autre forme de

transport de marchandises. Dans de nombreuses régions de Californie il y a des vents qui maintiennent l'air propre. Mais San Bernardino est situé dans une vallée qui retient toutes les émanations de gaz de Los Angeles. Nous devons reconnaître que le changement climatique touche bien davantage les quartiers pauvres que les quartiers riches."

Pas de charbon à Oakland!

Nous trouvons une situation semblable dans le port d'Oakland, une ville traditionnellement habitée par des Afro-Américains, située à l'est de la baie de San Francisco. Il y a quelques années, on a appris que du charbon devait être transporté depuis le port d'Oakland, provoquant non seulement une pollution extrême mais aussi de graves problèmes de santé pour les populations locales. Oakland est une ville riche de traditions de résistance. C'est là qu'en 1966 fut créé le Black Panther Party for Self-Defense. Aujourd'hui, Oakland est touchée par la gentrification et des loyers en hausse constante mais près du port, les habitant·es sont comme toujours particulièrement marginalisés. Margaret Gordon, la co-directrice du West Oakland Environmental Indicators Project, était elle-même dans les années 1960 et 1970 membre des Black Panthers. Aujourd'hui, elle milite pour la cause climatique à Oakland. Pour elle, beaucoup de gens ne sont pas assez informés sur les répercussions des activités du port d'Oakland sur la population locale. "Nous craignons la construction d'un nouveau terminal pour transporter et exporter le charbon de l'Utah. A West-Oakland, d'autre part, sont

implantées toutes les industries liées au port: tous les poids lourds et les trains les traversent. Nous avons des hangars de stockage, ainsi que du recyclage de papier et de métal. En outre, cette zone est traversée par trois autoroutes. Les conséquences sur la qualité de l'air sont catastrophiques." Là aussi, l'argent public joue un rôle: Phil Tagami (l'entrepreneur qui veut construire le terminal charbonnier, ndr), n'aurait lui-même pas assez d'argent pour réaliser son chantier. Mais il a toujours réussi à avoir accès aux aides de l'Etat et du gouvernement central. Il a justifié ces aides en prétendant construire des infrastructures publiques. En réalité, il s'agit là d'intérêts privés.

D'après l'ONG pour l'environnement Sierra Club, la réalisation des plans de Phil Tagami ferait grimper les exportations de charbon des Etats-Unis jusqu'à 19% – avec un taux d'exportation annuel planifié de 10 millions de tonnes, Oakland deviendrait le plus grand exportateur de charbon de la côte Ouest. Aujourd'hui déjà, à proximité du port, on trouve un pourcentage élevé d'asthme, de décès prématurés, et un nombre supérieur à la moyenne de bébés nés avec des problèmes de santé. Le transport de charbon à travers West-Oakland ne fera qu'empirer les choses. Pendant le "Global Climate Action Summit" une manifestation de protestation a eu lieu à San Francisco, visant la banque de Montréal. Un lanceur d'alerte avait publié il y a quelque temps que cette banque serait prête à financer les plans de Tagami dans le port d'Oakland.

Pendant le sommet de San Francisco, environ 30.000 personnes ont manifesté contre la politique clima-



tique du gouverneur Brown. Jusqu'à présent, le bilan de cette politique est plus que contradictoire. L'Etat émet toujours autant de CO₂ que la Grande-Bretagne, avec 15 millions d'habitantes en moins. On ne peut pas parler de "Climate Leader". Pour éviter la menace d'un chaos du climat, toutes les réserves d'énergies fossiles doivent rester où elles sont: sous la terre. De plus, nous devons changer radica-

lement notre manière de vivre. Une prise de conscience bien loin de l'élite de la Californie dans son opposition à Trump. Stefan Rahmstorf, un chercheur allemand sur le climat, l'a formulé ainsi: *"L'atmosphère ne s'intéresse pas à notre objectif climatique auto-proclamé – la physique réagit seulement sur les molécules de CO₂ qui sont dans l'air."*

Alexander Behr
Membre du FCE

revient à violer les engagements internationaux pourtant ratifiés par le Mexique.

Nous partageons le rejet exprimé par l'EZLN face à des grands projets qui affectent gravement les territoires autonomes et les formes de vie des peuples indiens, en particulier des peuples mayas qui habitent le sud-est du Mexique. Nous dénonçons par avance toute agression contre les communautés zapatistes, soit directement de la part de l'Etat mexicain, soit à travers des groupes "civils", armés ou non armés.

Nous rendons le gouvernement mexicain responsable de toute confrontation qui pourrait survenir dans le cadre de la mise en oeuvre

de ces grands projets, qui correspondent à un modèle suranné de "développement", insoutenable et destructeur, décidé depuis les sommets du pouvoir et en violation ouverte des droits des peuples originaires.

Nous appelons les personnes généreuses à surmonter l'actuelle désinformation concernant aussi bien l'expérience zapatiste que les grands projets mentionnés, et à demeurer en alerte face au risque d'agressions contre les communautés zapatistes et les peuples originaires du Mexique.

janvier 2019*

* On peut lire la liste des signataires régulièrement mise à jour là: <https://www.millebabord.org/spip.php?article32668>

HAUT-PARLEUR

Soutien à la résistance et l'autonomie zapatistes

Nous, universitaires, intellectuel·les, artistes, activistes et personnes de bonne volonté, ainsi qu'organisations, associations et collectifs de divers pays, manifestons notre solidarité et notre soutien à l'EZLN (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*) en un moment crucial de son histoire; nous répudions l'actuelle campagne de désinformation, mensonges et calomnies qui se développe à son encontre au Mexique et au-delà.

Pour nous, tout comme pour de nombreuses personnes dans le monde, la lutte zapatiste constitue un exemple de résistance, de dignité, de cohérence et de créativité politique. Il y a 25 ans, son "Ya Basta!" fut un événement de grande portée et l'une des premières réactions marquantes face à la globalisation néolibérale, ouvrant la voie à la critique d'un modèle dont le triomphe paraissait alors absolu et définitif. Ce fut aussi, et c'est encore aujourd'hui, l'expression de la lutte légitime des peuples indiens contre la domination et le mépris subis durant des siècles, et pour l'exercice de leur droit à l'autonomie. L'auto-gouvernement populaire que les zapatistes ont mis en œuvre à travers leurs Conseils de bon gouvernement constitue un exemple de démocratie réelle et radicale susceptible de nourrir des aspirations largement partagées à travers le monde, et digne d'être étudié dans toutes les facultés de sciences sociales de la planète. La construction de l'autonomie zapatiste représente la recherche constante, honnête et critique d'un projet alternatif et émancipateur essentiel pour affronter les défis d'un monde qui paraît s'enfoncer sans cesse davantage dans une profonde crise à la fois économique, sociale, politique, écologique et humaine.

Nous exprimons notre préoccupation face à la situation que connaissent les communautés zapatis-

tes et les peuples indiens du Mexique, du fait de la multiplication des projets miniers, touristiques, agro-industriels, d'infrastructures ou autres, qui affectent leurs territoires et leurs modes de vie, ainsi que l'ont dénoncé le Congrès National Indigène et le Conseil Indigène de Gouvernement. En ce moment précis, nous nous inquiétons tout particulièrement des grands projets promus par le nouveau gouvernement mexicain, tel que le Couloir Transisthmique, la plantation d'un million d'hectares d'arbres destinés à la filière agro-industrielle et le mal nommé "Train Maya", récemment dénoncé comme une humiliation et une provocation par le sous-commandant Moisés, porte-parole de l'EZLN.

Outre les effets dévastateurs pour l'environnement de ce projet comme du développement touristique massif qu'il entend déclencher, nous relevons l'empressement avec lequel les travaux du "Train Maya" ont été lancés, le 16 décembre dernier, sous couvert d'un pseudo rituel à la Terre Mère, dénoncé par le porte-parole zapatiste comme une offense intolérable. Nous nous inquiétons que se prépare ainsi une nouvelle attaque contre les communautés indiennes et qu'ait été tenu pour nul le caractère obligatoire de la consultation réelle, préalable, libre et informée, prévu par la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration de l'ONU sur les peuples originaires, ce qui

TURQUIE

Plateforme pour la paix et la solidarité

Par notre signature en tant qu'organisation ou particulier, nous nous engageons pour faire cesser les violations systématiques des droits humains en Turquie ainsi que pour la défense de la démocratie et la reprise des pourparlers de paix avec le mouvement kurde. Nous manifestons notre solidarité envers les prisonnier·es politiques dont nous exigeons la libération. Nous demandons à ce que les personnes licenciées pour raisons politiques retrouvent leur travail. Notre solidarité se manifeste également à l'égard de celles et ceux qui, pour des raisons politiques, ont dû quitter la Turquie et demander l'asile en Suisse.

Ces dernières années, le Moyen-Orient et la Turquie sont le théâtre d'événements aux conséquences dramatiques. Depuis que la Turquie a mis fin au processus de paix avec le mouvement kurde, le pays mène une politique répressive à l'encontre de toute forme d'opposition et notamment à l'égard d'hommes et de femmes politiques kurdes. Les droits démocratiques fondamentaux sont bafoués et des milliers de personnes envoyées en prison, parmi lesquelles des parlementaires, des maires, des syndicalistes, des intellectuel·les, des journalistes et des militant·es pour les droits humains. Cette politique, qui constitue une grave atteinte à la démocratie, continue de se durcir, notamment depuis l'occupation militaire d'Afrin par la Turquie, menée en totale violation du droit international.

Graves violations des droits humains

Dans son rapport publié en février 2017, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits Hu-

ains (HCDH) reconnaissait que les pratiques employées par les autorités turques dans les provinces kurdes entre juillet 2015 et décembre 2016 constituaient une grave violation des droits humains. Dans les villes de Cizre et de Diyarbakir, notamment, des centaines de personnes ont été tuées et des quartiers entiers détruits, dont Sur, la vieille ville de Diyarbakir. Plus de 400.000 personnes ont dû fuir leur habitation. De ce fait, des milliers de personnes sont devenues réfugiées politiques. A ce jour, les auteurs de ces crimes graves n'ont toujours pas été jugés.

Des parlementaires élus démocratiquement, parmi lesquels Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ, co-président·es du Parti démocratique des peuples (HDP), ont été arrêté·es illégalement et neuf député·es issu·es du même parti exclus·es du Parlement. Plus de 80 co-maires ont également été arrêté·es et 95 communes HDP/DBP mises sous séquestre administratif.

Etat d'urgence, suppression de l'Etat de droit et démocratie

L'instauration de l'état d'urgence par le gouvernement turc lui a permis, en usant de décrets gouvernementaux, de procéder au licenciement de plus de 100.000 fonctionnaires et employé·es, dont beaucoup d'enseignant·es exerçant dans les écoles et les universités. De nombreux établissements ont été fermés et une grande partie de leurs employé·es et fonctionnaires arrêté·es. Avec l'instauration de l'état d'urgence et les décrets adoptés, les principes fondamentaux de l'Etat de droit et l'indépendance de la justice ne sont plus garantis.

Des juges, juristes et avocat·es ont été arrêté·es ou ne peuvent plus exercer leur travail. Faire valoir ses droits par voie juridique n'est plus possible. Des procédures pénales ont été engagées à l'encontre des journalistes qui relatent ces événements, et des dizaines de médias indépendants ont été fermés par décret. A l'heure actuelle (été 2018), on estime à plus de 150 le nombre de journalistes en prison. Les défenseur·euses des droits humains sont aussi jeté·es en prison et poursuivi·es pour leurs actions. Les libertés d'expression et d'association ont été supprimées. Tout récemment, les membres du Conseil central de l'Ordre des médecins turc ont été arrêté·es pour avoir protesté contre l'intervention de l'armée turque à Afrin. Nous mettons tout en œuvre pour atteindre les objectifs suivants:

Défense de la démocratie et levée de l'état d'urgence en Turquie

- Nous exigeons la restauration de la démocratie au lieu de la poursuite de facto de l'état d'urgence.
- Nous demandons que l'exercice de la participation démocratique soit garanti à tous, y compris et en particulier aux femmes.
- Nous demandons que la liberté de la presse, le principe de la

laïcité dans l'éducation, la liberté de l'enseignement universitaire, comme celle de l'activité culturelle, soient garantis.

- Nous exigeons la réintégration des parlementaires et des maires élu·es.

- Nous appelons à combattre la politique du président Erdogan visant à diviser la société, et à collaborer avec l'opposition démocratique.

Restauration de la paix au Kurdistan

- Nous exigeons l'instauration de la paix au Kurdistan et la fin des interventions militaires dans la région, ainsi qu'un retrait de l'armée turque du nord de la Syrie!

- Nous demandons la reprise des pourparlers de paix, initiés avec Abdullah Öcalan il y a dix ans.

- Nous exigeons la reconstruction des villes détruites dans le nord du Kurdistan et le retour des populations déplacées.

Libération des prisonniers politiques et défense de l'Etat de droit

- Nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

- Nous demandons une justice libre de toute interférence politique et une réforme profonde du système judiciaire turc.

Réintégration des personnes licenciées

- Nous demandons que l'ensemble des fonctionnaires et des employé·es licencié·es pour raisons politiques retrouvent leur travail sans délai et qu'elles obtiennent réparation pour les préjudices commis.

- Nous demandons que la liberté d'organisation et le droit de grève soient garantis.

Aucune collaboration économique avec la Turquie sans le strict respect des droits humains

- Nous demandons aux autorités suisses d'imposer le respect des droits humains à toutes celles



Marion Bordas, Saisissante

et ceux qui exercent une activité économique en Turquie.

- Nous exigeons que les engagements pris concernant le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des droits syndicaux fondamentaux inscrits dans l'Accord de libre-échange avec la Turquie ne restent pas lettre morte et qu'ils soient strictement respectés dans toutes les activités économiques de la Suisse en Turquie.

Politique active de paix et de respect des droits humains

- Nous demandons au Conseil fédéral d'intensifier sa politique de paix et de respect des droits humains en Turquie, et cela avec la participation d'organisations de la société civile.

- Nous rejetons toute forme de violence à l'encontre des populations civiles, en toutes circonstances, et appelons l'ensemble des parties en conflit à respecter scrupuleusement le droit international humanitaire.

- Nous appelons à documenter continuellement les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et à faire condamner leurs auteurs devant la Cour pénale internationale.

- Nous appelons le Conseil fédéral à s'engager au sein des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, pour le respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits humains en Turquie.

Admission rapide des réfugiés politiques en Suisse

- Nous réclamons de la part des autorités suisses une reconnaissance rapide des demandes d'asile déposées par les réfugié·es en provenance de Turquie afin de clarifier leurs conditions de séjour.

- Nous demandons aux autorités suisses de ne renvoyer les requérant·es d'asile en Turquie ou dans des pays tiers sous aucun prétexte. Il ne doit pas y avoir de coopération policière sur le plan politique.

- Nous demandons au Conseil fédéral de mettre un terme aux abus concernant les mandats d'arrêt Interpol demandés par les autorités turques. La diplomatie suisse doit s'engager au niveau européen pour la libération immédiate de toutes celles et ceux qui ont reçu l'asile politique en Suisse mais qui continuent d'être arrêté·es hors de la Suisse.

La plateforme pour la paix et la solidarité défend activement ces objectifs. Les organisations et les particuliers sont invité·es à la rejoindre et à collaborer activement à la réalisation de ces objectifs.

Berne/Zürich, le 16 août 2018

Contact et signatures:
plattform@solifonds.ch
Le FCE est signataire de cette plateforme.
Pour la liste mise à jour des signatures, voir:
<<https://www.solifonds.ch/>>
La plateforme a besoin de votre soutien financier:
Faire un don au Solifonds:
Compte postal: 80-7761-7 / IBAN : CH52
0900 0000 8000 7761 7 (libellé: "plateforme")

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Tel.: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5
St Johans-Vorstadt 13, CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier, F-04300, Limans